

seulement pour la production de défense mais aussi pour la production et la transformation des matières brutes et pour la production de capital d'exploitation. Sans, pour autant, que l'économie s'en ressente trop, il a fallu réorienter les ressources vers des usages de défense. En dépit de la régression qui s'est opérée dans les secteurs non de défense de l'économie, on a pu effectuer le divertissement des ressources en en dirigeant l'expansion. Ainsi, les dépenses de défense au cours des deux premières années de préparatifs ont pris de l'importance comme stimulant de l'économie et en raison de leur influence sur l'orientation donnée à celle-ci.

L'érection des ouvrages de défense était déjà en bonne voie dès le début de 1953, tant au Canada qu'en Europe, et les dépenses de cette source ont diminué. Les mises de fonds dans la conversion et dans l'expansion de l'industrie de défense ralentissaient aussi au début de l'année. L'augmentation des effectifs militaires du Canada, aux premières heures de l'effort de défense, tant pour le service en Corée que pour la participation à la défense de l'Europe sous l'OTAN, a absorbé de grandes quantités de denrées non durables telles que vêtements, chaussures et accoutrements personnels. Avec 1953, cet aspect de l'acquisition de défense a perdu de son importance et les dépenses en biens non durables continuaient à diminuer. D'autre part, la production d'équipement de défense s'est accrue. Les disponibilités en articles qui exigeaient des perfectionnements ou des installations de production spéciales ont augmenté de plus en plus et une forte proportion de la production de défense venait des industries de construction navale, des pièces d'artillerie et munitions, de l'avionnerie et de l'électronique.

**Immobilisations.**—La nature des immobilisations a aussi changé en 1953. Au cours des deux années antérieures, elles s'étaient concentrées fortement dans la mise en valeur des ressources, dans les installations de transformation des matières brutes et dans les industries de production de défense. Les investissements dans la construction d'habitations et dans les services et les entreprises non essentiels à la défense ont diminué au cours de la période, et cette situation s'est accentuée à la suite de l'adoption d'une variété de mesures destinées tant à stimuler les investissements du premier genre qu'à restreindre ceux du second. Durant cette phase, la valeur annuelle des nouveaux investissements s'est accrue de 3,815 millions de dollars en 1950 à 5,122 millions en 1952, augmentation de 20 p. 100 au cours de la première année et de 12 p. 100 au cours de la seconde.

On a vu qu'aux environs de 1953, la phase préparatoire à l'effort de défense cédait le pas à celle d'une production élevée et soutenue. De plus, la production croissante de matériaux de base aussi bien que d'équipement de production contribuait graduellement à détendre la situation des approvisionnements. Les principales réglementations destinées à l'orientation des investissements avaient été révoquées au début de 1953. Ces événements ont préparé le retour des tendances interrompues en 1950 et, au cours des deux années suivantes, la reprise du temps perdu en ce qui concerne la production secondaire qui avait dû être différée. Les enquêtes sur les projets d'investissement en 1953 ont révélé que tout en continuant à favoriser la mise en valeur des ressources et de l'industrie lourde, les investissements canadiens retournent aux domaines qui avaient été temporairement subordonnés aux préparatifs de défense.

Le total des nouveaux investissements au Canada en 1953, d'après des chiffres provisoires, est évalué à 5,600 millions de dollars, augmentation de 9 p. 100 sur 1952. Une stabilité relative des prix veut dire à peu près une augmentation analogue